

Saisine du Haut Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme sur la situation en Algérie

Un groupe d'activistes algériens établi à l'étranger ont déposé lundi matin, une demande d'intervention du Haut Commissariat aux droits de l'homme, une instance des Nations-Unies, auprès des autorités algériennes pour qu'elles mettent à terme à leur politiques ''Contraire aux principes et aux valeurs relatives aux droits de l'homme''.

Un groupe d'activistes a été reçu au siège de cette instance à Genève en Suisse, pour déposer la demande d'intervention et d'autres documents sur la situation des droits de l'homme en Algérie. Une liste nominative des détenus arrêtés pendant le Hirak a été également remise à cette instance des Nations-Unies.

Les initiateurs de cette action demandent à la présidente du Haut Commissariat aux droits de l'homme d'intervenir, dans le cadre de ses missions, auprès du gouvernement algérien et de le rappeler de ses engagements internationaux en matière de respect et de promotion des droits de l'homme.

Expliquant leur démarche, un activiste a affirmé dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux que la saisine de cet organe de l'ONU est loin d'être une demande d'intervention étrangère. ''C'est un mécanisme onusien de protection et de promotion des droits de l'homme auquel a adhéré l'Algérie'', explique-t-il. Il ajoute : ''On espère que cette instance agira en faveur des détenus d'opinion qui croupissent dans les prisons''.